TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 12212 — 4 F — DERNIÈRE ÉDITION — MERCREDI 2 MAI 1984

EN ESPAGNE

Large victoire des nationalistes aux élections de Catalogne

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

« Le Monde de l'économie »

Pages 13 à 17

La crise des chantiers navals

U.E.R. DROIT SCIENCES ÉCONOMIQUES SCIENCES DE TRAVAIL

Le nouveau dialogue sino-américain

Le voyage de M. Reagan en Chine a-t-il été un « succès », comme on le déclare du côté américain ? Si l'on considère le seul fait que le gouvernement chinois a réussi à attirer à Pékin un homme connu non seulement pour son anticommunisme farouche mais aussi pour son amitié envers le régime nationaliste de Taiwan, cette visite a été plus que cela. Elle relève du grand art diplomatique, et chacun, sans doute, y a trouvé son intérêt : M. Reagan, en apparaissant enfin comme un président capable de dialoguer avec les dirigeants d'un pays situé idéologiquement aux antipodes du sien ; la Chine, en montrant aux yeux du monde qu'elle est un État qui compte pour la puissance américaine.

Un tel résultat global n'est pas négligeable, surtout pour Pékin, si l'on se rappelle avec quel malaise la République populaire avait accueilli l'élection du candidat républicain et l'acrimonie qui a empoisonné les rapports entre les deux pays ces trois dernières années. En se référant avec constance à l'œuvre accomplie par ses prédécesseurs – depuis le voyage historique de M. Nixon en 1972, – M. Reagan a renforcé la continuité de la politique américaine envers la Chine. Ce faisant, il a rassuré et conforté M. Deng Xiaoping et ses amis dans leurs orientations, en même temps qu'il a affaibli, comme aucun autre président américain n'aurait pu le faire, la position, déjà fragile, du régime taiwanais sur la scène internationale.

Les échanges de vues qui viennent d'avoir lieu ont cependant permis de mieux cerner les ambiguïtés et les limites du dialogue sino-américain. Engagée dans une œuvre de développement économique dont l'ampleur est à la mesure de l'immensité géographique et démographique du pays, la Chine souhaite avant tout s'assurer l'avantage de la coopération américaine en matière industrielle, technologique, scientifique, financière, pour réaliser cette modernisation. Les accords signés pendant la visite, notamment dans le domaine du nucléaire, montrent que les Etats-Unis sont intéressés par cet enjeu qui pourrait, enfin, donner une plus grande réalité à ce « marché » d'un milliard d'individus qui fascine tant les Occidentaux. M. Reagan a, en tout cas, « promis » à Pékin sa « pleine coopération » dans cette entreprise.

Ce choix stratégique fait par les dirigeants chinois implique, sur le plan extérieur, une diplomatie d'apaisement et de diminution des tensions. La Chine, M. Deng l'a réaffirmé, n'a aucune objection à voir se renforcer, face à l'Union soviétique, la puissance militaire américaine aux deux extrémités du continent eurasiatique. Elle y trouve même, objectivement, son compte. Mais il ne faut pas – ou plus – compter sur elle pour mener à l'échelle du monde une croisade contre Moscou.

Pays du tiers-monde et qui en reste solidaire, la Chine s'en tient plus que jamais, comme elle vient de le rappeler, aux « cinq principes » de la coexistence pacifique que l'ancien premier ministre Zhou Enlai avait contribué à élaborer voilà trente ans. Le respect de ces règles de conduite internationale exige de sa part la condamnation aussi bien des « agressions » soviétiques en Afghanistan et vietnamienne au Cambodge que de l'« invasion » de la Grenade par les Etats-Unis ou des « menaces militaires » que la politique américaine fait peser sur le Nicaragua.

C'est aussi dans une telle perspective que la Chine situe la question de Taiwan. Pendant trente ans, le soutien accordé par les Etats-Unis au régime nationaliste a empêché l'établissement de relations diplomatiques entre Pékin et Washington. La Chine ne souhaite pas que s'écoule encore un quart de siècle avant la réunification. S'il est un message que les dirigeants chinois ont transmis à M. Reagan, c'est bien que les Etats-Unis auraient tort de penser que le développement de leurs relations avec Pékin entraînera une diminution de la pression de leur partenaire pour la réalisation de cette tâche « sacrée ».

(Lire page 5 l'article de MANUEL LUCBERT.)

Loi martiale au Soudan

Le président Nemeiry veut relever le défi de la rébellion sudiste et mater l'agitation sociale dans le Nord

Prenant acte de la dégradation constante de la situation au Soudan, dont le régime fait face à la fois à l'extension d'un mouvement insurrectionnel dans le Sud et à la montée des mécontentements au nord du pays, le président Nemeiry a décrété le dimanche 29 avril la loi martiale sur l'ensemble du territoire soudanais. Les réunions et les manifestations sont interdites et certains articles de la Constitution qui n'était au demeurant pas appliquée, ont été suspendus.

Dans un discours à la nation retransmis à la radio et à la télévision, le chef de l'Etat soudanais a justifié sa décision en affirmant que *« les ennemis du Soudan étaient devenus actifs à l'intérieur du pays comme à l'étranger »*, laissant ainsi entendre qu'une série de grèves déclenchées dans différents secteurs de la fonction publique étaient l'une des raisons de cette mesure.

M. Nemeiry a également fait allusion à l'aggravation de la « corruption » dans le pays et à l'opposition croissante contre la loi islamique décrétée en septembre dernier. Le président Nemeiry a enfin dénoncé les *« rebelles du Sud »*, qui, a-t-il dit, *« ont déclaré la guerre au développement du pays en reprenant des slogans communistes »*.

La proclamation de la loi martiale, qui semble essentiellement dirigée contre le mouvement insurrectionnel dans le Sud, constitue en somme la reconnaissance par le régime de Khartoum du fait que la situation dans les trois provinces méridionales du Soudan est en train d'échapper à son contrôle. Le président Nemeiry s'en est pris nommément au Mouvement de libération des peuples du Soudan (MLPS), qui, depuis février dernier, réunit la plupart des groupements sudistes qui menaient en ordre dispersé la lutte contre les autorités du Nord.

Jusqu'à présent, le chef de l'Etat soudanais avait sous-estimé l'importance du MLPS et de l'ALPS (sa branche militaire), affirmant qu' *« ils étaient peu représentatifs de l'opinion dans le Sud et étaient totalement inféodés à des intérêts étrangers »*.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

L'inquiétude de la gauche face aux échéances électorales

Les socialistes comptent sur l'engagement personnel de M. Mitterrand pour l'emporter en 1986

Pour M. Jean-Pierre Chevènement, interrogé par *le Journal du Dimanche*, « *avec 2,8 millions de chômeurs en 1986, la gauche ne gagnera pas les élections* ». Relayé par les militants du CERES, ce discours a paru rencontrer un certain écho auprès des délégués de la VIe conférence nationale « entreprises » du PS *(lire page 7 l'article de Pierre Georges : « L'état de disgrâce »)*, au moment où l'opposition entrevoit déjà la victoire.

Sept cents jours ; c'est le temps qui reste à la gauche pour gouverner, avant d'être remerciée. Le pronostic, en forme de certitude, est de M. Giscard d'Estaing. Gageons que, sur ce sujet au moins, il rallie aujourd'hui *« deux Français sur trois »*. Cet optimisme fait bon marché de deux facteurs importants : le corps électoral lui-même, le jeu du président.

Ce n'est certes pas la récente opération de « clarification », rapidement transformée par le PCF en une opération de « singularisation », qui permettra de nuancer l'affirmation selon laquelle la gauche sera battue en mars 1986 aux prochaines élections législatives. Comment comprendre l'attitude des communistes, qui persistent à dénoncer un gouvernement auquel ils participent, s'ils ne sont pas, eux aussi, convaincus de la défaite ? Au moins, pensent-ils, la déloyauté apparente de ce comportement pèsera peu pour celui qui aura su se démarquer à temps des mesures les plus impopulaires.

La certitude d'une défaite devenue inéluctable ne s'appuie pas seulement sur l'idée que la majorité paiera sa désunion, comme la droite a payé la sienne. Elle va aussi au-delà de la nécessité, pour un homme tel que M. Giscard d'Estaing, de devancer l'impatience de l'électorat de droite ; elle va au-delà de la volonté d'un certain nombre de responsables de l'opposition – dont M. Giscard d'Estaing – d'attirer à eux les « bonnes volontés » en les invitant à bien comprendre où sont leurs intérêts.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 7.)

M. Barre se tient prêt

Que M. Raymond Barre veuille être candidat à l'élection présidentielle est logique. Qu'il ne souhaite pas le dire ouvertement dès aujourd'hui ne l'est pas moins. Qu'il recherche l'occasion de le laisser très clairement entendre à l'auditoire le plus large possible l'est encore.

Cette occasion, l'ancien premier ministre l'a saisie dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1, en définissant très précisément les conditions dans lesquelles il se présenterait *« s'il advenait »* qu'il *« doive »* être candidat. Il chercherait alors *« un contrat de confiance »* direct avec les Français.

La recherche de ce contrat dicte son attitude. Elle le conduit à poursuivre ses tournées en province et à choisir avec soin de répondre à la demande de clubs ou d'associations de l'opposition sans étiquette partisane affichée, paraissant tour à tour vouloir se poser en « recours », ou en « sage » éloigné des agitations de la vie politique.

Elle l'incite aussi à garder ses distances avec les partis, en dépit des sollicitations pressantes dont il est l'objet de la part de ses amis, au sein de l'UDF notamment.

Elle l'encourage à éviter tout manichéisme. Ainsi M. Barre n'hésite-t-il pas, quand il l'estime justifié, à décerner des bons points au gouvernement.

L'hypothèse de sa candidature, exprimée plus nettement que jamais, l'ancien premier ministre l'avance au moment où M. Jacques Chirac paraît s'affirmer à la tête de l'opposition, au moment où M. Valéry Giscard d'Estaing reprend pied sur la scène politique avec la sortie de son livre *Deux Français sur trois*, au moment où l'UDF reconnaît qu'elle ne pourra pas longtemps éviter de se donner un chef de file pour les prochaines batailles électorales.

En laissant entendre qu'il faudra compter avec lui, mais en affirmant que sa décision d'être candidat n'est pas prise, M. Raymond Barre s'offre la possibilité de pouvoir continuer à dire qu'il n'est pas de ceux qui alimenteraient une querelle des chefs.

Il sait cependant souligner, sans en avoir l'air, ce qui le distingue d'un Jacques Chirac et d'un Valéry Giscard d'Estaing.

C. FAUVET-MYCIA.

(Lire la suite page 8.)

LE DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU D'EXTRÉMISTES EN ISRAËL

Coup d'arrêt au « terrorisme juif »

De notre correspondant

Jérusalem. – *« Les forces de sécurité ont permis d'éviter une très grande tragédie, un désastre aux conséquences incalculables. »* Qui ne souscrit en Israël à ce jugement de M. Shamir prononcé le dimanche 29 avril pendant la réunion de cabinet ?

Le premier ministre commentait devant ses collègues le double événement survenu près de quarante-huit heures plus tôt, mais dont l'ampleur véritable fut seulement révélée après le repos sabbatique : les services secrets venaient de déjouer une série d'attentats anti-arabes à Jérusalem-Est et d'arrêter une vingtaine d'extrémistes juifs suspectés d'appartenir au réseau *« le plus dangereux et le plus subversif jamais découvert en Israël »*.

« Désastre » et « tragédie » ne sont pas des mots trop forts pour décrire ce qui serait arrivé si la conspiration avait réussi. Le vendredi 27 avril en début de journée, la police intercepte six autobus stationnés devant le domicile de leurs chauffeurs dans divers quartiers arabes de la capitale, et appartenant à une compagnie familiale de Jérusalem-Est. A l'intérieur de chacune véhicule elle trouve et désamorce une bombe placée sous le moteur et reliée par un détonateur à deux autres charges explosives.

Ces engins – une quinzaine au total – sont munis d'un système de mise à feu automatique. Leur minuterie devait les faire exploser vers 16 h 30 vendredi, au moment où les autobus, pleins à craquer, auraient eu à leur bord les fidèles musulmans rentrant chez eux après avoir prié dans les grandes mosquées de la vieille ville à l'occasion de l'Isra Wal Mi'erag, la fête qui commémore l'ascension du prophète Mahomet. Selon un haut fonctionnaire de la police, ces actes de terrorisme auraient pu faire jusqu'à trois cents morts.

L'intervention d'un hélicoptère permettra de retrouver la piste d'un dernier autobus de la même compagnie, parti plus tôt chercher des touristes en Galilée et qui, lui, n'était heureusement pas piégé.

La catastrophe fut évitée de justesse. Peu avant, la police avait réussi un coup de filet sans précédent parmi les extrémistes juifs en arrêtant pour *« participation à une organisation hostile »* une vingtaine de personnes – on ignore le chiffre exact – dans une dizaine de localités en Cisjordanie et en Israël même. Le tribunal de Jérusalem a ordonné dimanche que leur détention soit prolongée pour au moins deux semaines. La majorité d'entre elles seront sans doute inculpées.

Une nouvelle vague d'arrestations pourrait avoir lieu dès ce lundi. Parmi ces terroristes figurent les auteurs des sabotages contre les six autobus. Ils auraient déjà passé à des aveux complets. On a trouvé à leur domicile des détonateurs et des explosifs.

Qui sont-ils ? La justice a formellement interdit de les nommer. D'après la presse israélienne on trouve parmi eux un officier d'active, plusieurs officiers du cadre de réserve, un ingénieur, des représentants de Kyriat Arba, la plus peuplée des implantations de Cisjordanie d'Hébron.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Retour

M. Jean-Marie Le Pen s'est insurgé contre l'aide financière promise aux immigrés licenciés qui accepteront de rentrer au pays. Il a déclaré à RMC qu'il s'agissait d'une « discrimination à l'égard des Français ».

« Des licenciés corses ou bretons, *a demandé le président du Front national*, auront-ils droit aussi, quand ils rentreront dans leur province, à des indemnités ? » *En principe non.*

Toutefois, si M. Le Pen tenait absolument à rentrer dans sa Bretagne natale, qu'il ne s'inquiète pas : beaucoup de Français seraient prêts à se cotiser pour lui faire un pont d'or.

BRUNO FRAPPAT.

Comme les autres quotidiens **Le Monde** ne paraît pas le 1er mai

Bazin de A à Z

Abécédaire

"Me voici, avec mes idées, mes humeurs, mes aveux, mes émotions, mes contradictions. Mon autobiographie, en quelque sorte..."

H.B.

GRASSET

« LE SUICIDÉ », DE NICOLAI ERDMAN, A L'ODÉON

Pourquoi ils survivaient

Jean-Pierre Vincent, qui présente dans la salle de l'Odéon une excellente mise en scène de la très belle œuvre du Soviétique Nicolaï Erdman (1902-1970), *le Suicidé*, semble estimer qu'il s'agit là d'une pièce drôle, et même très drôle (*le Monde* du 26 avril). A l'orchestre et aux balcons, il y a en effet une partie du public qui rit. Mais une autre partie ne rit pas une seule fois, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'est pas atteinte par la pièce, bien au contraire.

Déjà, ce qui est connu de l'histoire de cette pièce, et de l'histoire de son auteur, est sinistre. Nicolaï Erdman a écrit *le Suicidé* en 1928. Pendant trois ans, il a cru que son œuvre allait être jouée. Elle fut finalement interdite. Peu de temps après, Erdman était déporté en Sibérie. Comme des multitudes de déportés, il ne réapparaissait à Moscou qu'en 1956. Il allait y survivre dans la solitude, dans l'obscurité, jusqu'à sa mort en 1970.

Passons à la pièce elle-même. Tout au long du *Suicidé*, des citoyens soviétiques d'origine et de situation différentes prennent la parole pour nous dire à quel point leurs jours sont pénibles. A quel point ils étouffent. A quel point ils sont empêchés de s'exprimer, de s'assumer, de vivre leur vie, une vie.

Le Suicidé date de 1928, un temps particulièrement noir : crise économique à la suite de la révolution et de la guerre civile, Lénine disparu, Staline au pouvoir, Trotski mis sur la touche. Mais des temps particulièrement noirs, en Russie, il y en aura d'autres, mêmes pires. Nous écoutons cela aujourd'hui, en 1984, et parce que la vue et l'écoute d'une telle œuvre, claire, forte, directe, a lieu toujours au premier degré, ici et ce soir, nous enregistrons donc, une nouvelle fois, un discours anticommuniste, antisoviétique.

Il se trouve en fait qu'il y a des gens que cela comble d'aise, presque de joie, de s'entendre raconter, une fois de plus, que des centaines de millions de personnes connaissent une existence pénible, rétrécie, appauvrie. Cela détermine en eux des réflexes bizarres de revanche, d'autosatisfaction, de déculpabilisation, ainsi de suite.

Mais il se trouve d'autres personnes que le rappel du malheur et des inconforts d'autrui assombrit, au contraire, et d'autre part mécontente si elles estiment, quant à elles, que ces constats d'échec ferment des espérances, et que ces constats d'échec, aussi, sont incomplets, ne rendent pas un compte juste de la totalité des choses.

Une difficulté de vivre sous les Soviets conduit au désespoir, un désespoir conduit au suicide. Dans la pièce d'Erdman, un homme se suicide, et cela compte pour beaucoup puisque l'annonce de ce suicide forme les derniers mots de la pièce. Nous apprenons qu'un certain Fédia Pétounine s'est tué, laissant ce message : *« Vivre est impossible »*.

Fédia Pétounine, nous ne l'avons jamais vu, pendant la pièce. Un écrivain, appelé Victor Victorovitch, qui n'a pas l'air bête, est venu nous dire, un moment, que Fédia Pétounine est *« un type merveilleux, avec un grain de mélancolie »*. C'est tout. Il ne sera, il n'aura été, qu'une absence. Une conscience absente. Une vigilance hors de vue, presque hors de propos. Mais « le suicidé », c'est lui.

L'homme qui occupe, en revanche, le devant de la scène, pendant la presque totalité de l'action, Simon Podsekalnikov, refuse, au contraire, le suicide auquel tous, autour de lui, essaient de le pousser.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 18.)

21.3 Une du journal Le Monde daté du 2 mai 1984